



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 à 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Dreux 1983 : un combat oublié de Simone Veil

Yannik van Praag
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Juillet 2023

Il y a quarante ans, la ville de Dreux (Eure-et-Loir) fut le théâtre d'un épisode relativement oublié, mais loin d'être anecdotique dans l'histoire politique récente ; un moment charnière pour l'extrême droite française, révélateur des attermoissements de certains face à son émergence. On a également oublié les prises de position et la force de caractère de Simone Veil, particulièrement esseulée dans sa famille politique, alors que les ténors de celle-ci jouaient aux apprentis sorciers.

En 1980, le Front national est invisible, totalement marginal. Il ne compte alors que 270 adhérents. En 1981, Jean-Marie Le Pen ne parvient pas à réunir les 500 signatures d'élus nécessaires pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle. Lors des élections législatives qui suivent, son parti n'obtient que 0,18 % des voix. Il ne représente rien sur la carte électorale française. Parmi les moments clés qui mènent le parti d'extrême droite de l'anonymat aux résultats que l'on connaît aujourd'hui, il y a son entrée fracassante au conseil municipal de Dreux en 1983. Au premier tour d'une élection partielle¹, le 4 septembre 1983, le FN obtient 16,7 %. Une poussée sans précédent de l'extrême droite en France depuis 1945. La liste de Jean Hieaux, le candidat de la droite, arrive en tête avec 42 % et le lendemain, une alliance est conclue entre celui-ci et Jean-Pierre Stirbois, le numéro deux du Front national. Ils proposent une liste commune pour le second tour. L'alliance est soutenue par les responsables nationaux du RPR et de l'UDF, qui y voient un moyen de reprendre la ville à la gauche, et de réaliser un coup politique : en 1977, la mairie avait été gagnée contre toute attente par Françoise Gaspard, figure montante du Parti socialiste de François Mitterrand. L'annonce de cette union provoque une onde de choc à travers toute la France.

On ne parle pas alors de front républicain ni de cordon sanitaire. L'accord d'apparence locale constitue pourtant bien une brèche, un cadeau inestimable offert au FN. Celui-ci a jeté son dévolu sur cette ville de taille moyenne pour en faire un laboratoire politique. Jean-Pierre Stirbois veut y imposer ses thèmes de campagne : l'immigration, l'insécurité, le chômage, la peur du déclassement, etc. Le terreau est propice. La ville a connu la prospérité et la croissance pendant les Trente Glorieuses et est désormais touchée de plein fouet par le chômage. En bordure de la ville, sa banlieue où ont été construits de grands ensembles de tours compte une grande proportion de populations d'origine immigrée. Celle-ci sera la cible principale des candidats frontistes durant toute la campagne.

¹ Lors des élections du mois de mars, gauche et droites étaient arrivées au coude à coude (huit voix de différence) et le scrutin avait été annulé pour irrégularités dans le comptage des voix.

Le lendemain du premier tour, le 5 septembre 1983, Simone Veil est invitée à l'émission *L'heure de vérité* sur Antenne 2. Le présentateur, François Henri de Virieu reprend les questions qu'il veut aborder avec elle. Et parmi celles-ci : « Il y a aussi, depuis aujourd'hui, cette alliance entre vos amis de l'UDF et du RPR avec l'extrême droite pour le deuxième tour pour l'élection municipale de Dreux. Vous savez qu'ils ont fait alliance avec une liste d'extrême droite qui a quand même fait campagne sur des thèmes racistes, et je pense que les Français seront intéressés de connaître votre position sur cette alliance. » Du côté de la centrale téléphonique où sont compilées les questions des téléspectateurs, un journaliste embraye : « Je n'ai jamais vu une avalanche de questions sur un seul thème, et ce thème c'est celui de l'élection de Dreux. »

La gêne est palpable, Simone Veil se montre mal à l'aise. Elle exprime son inquiétude devant cette poussée de l'extrême droite réalisée grâce à une campagne qui visait les immigrés. Ensuite, elle ajoute que si elle avait eu un rôle politique à Dreux, elle n'aurait pas fait d'alliance avec le Front national ; que si elle devait voter au deuxième tour de ces élections municipales, elle choisirait l'abstention. Une position qui suscitera quelques divisions au



sein de la droite². Nous sommes bien avant l'interview du « point de détail » en 1987 qui entérinera l'ostracisation de Jean-Marie Le Pen. Le leader du Front national est alors davantage perçu comme un ancien député poujadiste et un nostalgique de l'Algérie française, que comme celui qui a réuni autour de lui d'anciens vichystes, un ancien *Waffen SS* et des adeptes et diffuseurs du négationnisme. La plupart des ténors de la droite – y compris Jacques Chirac, François Léotard et Jean-Claude Gaudin – le trouvent encore plus ou moins fréquentable, ou à tout le moins non dangereux. Après le passage de Simone Veil sur le plateau de *L'heure de vérité*, Jean Colin, sénateur (UDF) de l'Essonne, parlera du « caractère malheureux » de la déclaration de Simone Veil, soulignant que Jean-Marie Le Pen est « quand même un bon Français ».

Dreux devient l'épicentre des débats politiques en France. Le vote du second tour se déroule le 11 septembre et les résultats tombent dans la soirée. La liste RPR-FN remporte la mairie avec plus de 55 % des voix ; une dizaine d'élus frontistes entrent au Conseil municipal. La ville est en ébullition. À gauche, c'est la stupeur, la colère, mais aussi l'incompréhension. Il règne un avant-goût d'avril 2002 devant l'Hôtel de Ville ce soir-là.

² <https://www.ina.fr/ina-eclairer-actu/video/i04344736/simone-veil-a-propos-de-l-election-de-dreux>, consulté le 25 juillet 2023.

Le Pen jubile et ne cache pas son ambition de peser plus fortement sur la scène politique française. « Nous sommes prêts à des alliances », affirme-t-il sur les ondes dans une posture nettement plus conciliante que celles qu'on lui a connues auparavant et qu'on lui connaîtra par la suite. À cette époque, il ambitionne un autre rôle que celui du pur populiste antisystème qu'il endossera ensuite.

Fin septembre, lors des journées parlementaires de Divonne, qui rassemblent les ténors de son parti, l'UDF, en présence notamment de Raymond Barre et de Valéry Giscard d'Estaing, Simone Veil est prise à partie à propos de son appel à l'abstention. Elle doit se justifier devant un public venu nombreux. Ce qu'elle fait sans ambiguïté :

Qu'il y ait tant de gens, je ne parle pas de l'électorat, mais du monde politique, qui ait pu penser que j'approuvais, telle que je suis, cette alliance avec le Front national, je dois dire que je m'en étonne. Je m'en étonne parce que tout le monde a toujours considéré dans le pays, depuis la Deuxième Guerre mondiale, que ce n'était pas une formation politique d'opposition comme les autres [...] Jamais on n'a considéré qu'on pouvait faire ce type d'alliance avec l'extrême droite sans que ça ait des conséquences sur la stratégie politique générale de l'UDF [...] Alors que ça représente sur le plan de la stratégie et sur le plan de la morale politique un changement considérable. Imaginons même qu'il y ait eu un risque de perdre Dreux, qui à mon avis n'existait pas. Mais est-ce que ça ne valait pas la peine de perdre même Dreux ?

Simone Veil n'est pas soutenue par son appareil, que du contraire. À peine a-t-elle terminé son discours que Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, prend la parole :

C'eut été grave à Dreux si nous avions perdu. (quelqu'un dans l'assemblée crie : « mais moralement ! ») Nous n'avons pas moralement perdu. En tout cas, 55 % du corps électoral ont préféré voter pour la liste de monsieur Hieaux. En démocrates, nous devons aussi le reconnaître. Même si l'intégralité de la composition de la liste ne nous plait pas, ce que volontiers je t'accorde.



Libération, 13 septembre 1983

Neuf mois plus tard, les élections européennes confirment cette poussée du Front national, qui obtient 10,95 % des suffrages exprimés, soit pratiquement autant que le Parti communiste (11,20 %). Il s'installe dans le paysage politique et impose ses thèmes dans les campagnes : « l'invasion étrangère », « la préférence nationale », « l'insécurité », etc. L'espoir de voir ces thématiques reprises est une stratégie – une bataille culturelle – totalement assumée par le parti : imposer leurs thèmes et leurs expressions chez leurs adversaires politiques et ensuite rafler la mise sur le terrain et dans les urnes. Un calcul résumé par la formule bien connue de Jean-Marie Le Pen : « Les Français préféreront toujours l'original à la copie. »

En cette année 1983, il n'y pas eu grand monde à droite pour s'élever contre toute alliance avec l'extrême droite. Hormis Simone Veil, Bernard Stasi, député-maire d'Épernay, s'exprima également de façon limpide :

Il n'y a pas de politique sans morale. Quand on fait de la politique, c'est bien entendu pour gagner, mais pas à n'importe quel prix. Il y a des moyens, des compromissions, des alliances qui permettent peut-être de remporter un succès électoral, mais on y perd sa dignité.

Mis à part ces voix discordantes, ce fut soit un soutien affirmé, y compris de ténors du RPR et de l'UDF, soit un mutisme embarrassé³. Le poids électoral de l'extrême droite était resté jusqu'alors tellement insignifiant que la question des alliances ou de sa place dans l'espace public et médiatique s'était à peine posée. Il faudra attendre 1985 pour que Jacques Chirac lance la consigne : « Aucune alliance avec l'extrême droite, même au niveau local. » Il y aura quelques fausses notes, mais globalement la droite semble se ranger ensuite dans un front anti-Le Pen.

Avec le recul, Simone Veil impressionne par la force morale et la lucidité qu'elle a montrées durant toute la séquence. Isolée politiquement, elle n'a pas transigé avec ses valeurs. Il n'y a pas eu de calcul ni d'accommodement. Son histoire était une boussole infaillible.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.

³ Quelques réactions ici : <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/cab8301088101/reactions-dreux>, consulté le 25 juillet 2023.